

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE D'ORAN

Plus de coordination pour une meilleure intégration des agriculteurs

Prenant part ce jeudi à la première édition du Salon international de l'agriculture qui sera clôturé aujourd'hui à Oran au niveau du Centre des conventions, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, a affirmé qu'il est temps de remédier au faible taux d'insertion des agriculteurs à la Sécurité sociale. «Sur environ un million et demi d'agriculteurs recensés, une minorité seulement est affiliée, la non-intégration de cette frange rend la main-d'œuvre instable dans ce secteur».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Lors de sa prise de parole à l'ouverture de la journée d'information sur les nouveaux dispositifs relatifs à la Sécurité sociale au profit des agricul-

teurs qu'organise la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), qui a eu lieu en marge du Salon, le ministre a instruit tous les acteurs œuvrant dans les secteurs de la Casnos, la

CNMA et les Chambres d'agriculture à doubler d'effort et montrer plus de coordination entre eux afin de réunir toutes les conditions à même d'amener les agriculteurs à se rapprocher des Caisses de la protection sociale. Il s'agit là, dira le ministre, d'une forme de soutien à l'économie du pays, «toutes les franges travailleuses du pays sont appelées à s'investir pour assurer l'avenir, face à la chute du prix du pétrole et les différentes crises économiques. La contribution de tous est sollicitée et pour ce faire, il faudrait aller d'avantage sur le terrain, communiquer, expliquer, orienter pour la pérennisation du secteur».

La question de la secheresse ne semble pas inquiéter le ministre qui se veut rassurant sans trop entrer dans le détail. Quelques détails qui ont été communiqués par le directeur de l'Institut technique des grandes cultures Omar Zeghouane, qui dira que la région ouest souffre d'un déficit hydrique important. Cela dit-il, va se répercuter sur le rendement, toutefois, il explique que pour l'heure, il n'y a pas de pourcentage qui évoque une grande perte de production. Il s'agit plutôt de certaines superficies qui ont déperé et, par conséquent, le rendement sera très faible. Il fera néanmoins remarquer que s'il ne

pleut pas au mois d'avril, la situation sera difficile.

Cette première édition Agripro Expo aspire, selon les organisateurs à accompagner le secteur agricole, «en faisant découvrir ses potentialités et les soutenir en créant un événementiel dédié au secteur. C'est faire découvrir les acteurs majeurs du métier à un public de professionnels et d'amateurs et partager et informer nos participants et visiteurs sur les dernières réglementations et nouveautés du domaine en réunissant institutions, professionnels et associations».

A. B.

M. BENHABILES CHERIF, DG DE LA CNMA, AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Il est important de sécuriser l'investissement»

Depuis sa création, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) propose en plus des assurances économiques, des assurances sociales. Depuis 1995-1996, il y a eu la réunification du régime général et à partir de là, la partie sociale pour le monde agricole est revenue vers le système de la Sécurité sociale. Un bilan a été fait et très peu, 3 à 4%, des agriculteurs sont assurés socialement. A partir de là, les pouvoirs publics ont mis en place un dispositif qui va leur donner la possibilité de souscrire à la Sécurité sociale. La CNMA compte près de 417 agences réparties à travers plusieurs wilayas, le directeur général de la CNMA Benhabiles Cherif nous en parle.

Entretien réalisé par Amel Bentolba

Le Soir d'Algérie : Par quels moyens la CNMA s'est-elle rapprochée de agriculteurs et du monde rural pour les intéresser à ces dispositions ?

Benhabiles Cherif : Afin de nous rapprocher du monde agricole et rural en deux ans et demi, nous avons ouvert plus de 120 agences dans les coins les plus reculés. Nous avons créé de l'emploi et nous avons recruté des experts qui vont faire de l'accompagnement. Parce que l'assurance telle que nous la préconisons n'est pas un acte administratif mais beau-

coup plus un acte économique. Nous voulons aussi intervenir avec nos agriculteurs dans la gestion et la prévention du risque pour leur apprendre à se prémunir contre les risques climatiques.

Malgré toutes vos initiatives, le constat est tel qu'il y a toujours cette réticence à contracter des assurances dans le domaine agricole et rural.

Les choses sont en train de changer, d'abord les agriculteurs ont pris conscience de l'intérêt de l'assurance par la sensibilisation et l'information. Maintenant avec le travail que nous sommes en train de mener sur le terrain par nos experts, il

y a une sorte de confiance qui s'installe.

Le dispositif Tahadi «le crédit Rfig» ne semble pas attirer autant d'agriculteurs qui se plaignent d'entraves bureaucratiques.

Ce crédit Rfig que les pouvoirs publics ont mis en place par certaines bonifications et facilité, je pense qu'il a donné quelques résultats. Je ne suis pas là pour tirer des conclusions, ça concerne beaucoup plus la banque, l'assurance reste comme une garantie supplémentaire au crédit et au financement.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la convention que la CNMA vient de signer avec la Casnos ?

C'est une convention d'intérêt général qui va permettre à nos partenaires de la Casnos d'abord d'être installés sur notre réseau et à partir de là, l'agriculteur vient généralement chez nous, parce qu'il est client et sociétaire et ensuite c'est une occasion pour lui et pour la Casnos de présenter les derniers dispositifs lui permettant de se prendre en charge convenablement en matière de sécurité.

A. B.

ENLÈVEMENT D'ENFANTS

Vers la mise en place d'un système d'alerte en Algérie

Les kidnappings d'enfants, qui défraient la chronique de manière dramatique, mobilisent de plus en plus les autorités à l'échelle nationale appelées à mettre en place des systèmes et des mesures de protection des mineurs.

Bien que ces mêmes autorités se refusent de parler de «phénomène», les kidnappings d'enfants choquent l'opinion publique, qui attend efficacité et rapidité face à ces crimes d'enlèvement d'enfants. Il est connu que les premières heures suivant le kidnapping d'un enfant mineur sont cruciales, d'où à l'étranger l'adoption de système dit «alerte enlèvement» qui signale l'enlèvement d'un enfant en donnant son identité et toutes les informations susceptibles d'aider à le retrouver vivant. Or, il semble que l'Algérie se dirige vers la mise en place d'un système identique ayant fait ses preuves dans les autres pays où il est appliqué. C'est la 2^e Région de la gendarmerie d'Oran, qui a évoqué la mise en place de ce plan qui est encore en voie de finalisation.

Ainsi, ce plan sera déclenché dès qu'un enlèvement est confirmé, avec la diffusion sur les télévisions et radios de flashs toutes les 15mn «secours enfant enlevé». La photo accompagnera ce flash, il se pourrait dans la mesure du possible que ce flash apparaisse sur des panneaux de signalisation sur les autoroutes comme cela se fait encore ailleurs dans le monde.

L'utilisation des réseaux sociaux sont déjà mis à contribution par des initiatives personnelles de proches de famille dont l'enfant a disparu. Mais bien sûr avant le lancement de l'alerte, les forces de sécurité se devront de vérifier la véracité de l'enlèvement, d'où certaines conditions préalables qui seront exigées comme l'accord des parents pour diffuser les informations.

Fayçal M.

PLUS QUE JAMAIS CIBLÉE

L'enfance évolue dans une société malsaine

Une avancée importante qu'est la protection de l'enfance prévue par le projet de révision de la Constitution, selon Mustapha Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et de la recherche scientifique (Forem). Pourtant, une solution en aval ne suffit pas à solutionner les problèmes de fond en amont.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Constitutionnaliser la protection de l'enfance contre toutes formes de violences qui sont susceptibles d'être commises à son égard, est «certainement» une avancée. Surtout que cela a toujours fait l'objet des revendications de la société civile, a souligné M. Khiati.

Un autre argument est que «l'enfant n'est plus en sécurité» dans notre société. D'où l'urgence de le protéger justement. En

effet, cette situation particulièrement sensible, si ce n'est qu'elle est dramatique, est retracée par plusieurs indicateurs «même s'ils sont loin de la réalité», a-t-il précisé. 10 000 cas de violences avérées ont été déclarés en 2015. Il n'empêche que le président de la Forem, outre la société civile, experts et sociologues, juge que ces statistiques ne constituent que «la tête de l'iceberg». Et les chiffres réels devraient avoisiner voire dépasser

les 50 000 cas, selon lui. Un énorme fossé demeure entre ce qui se passe et ce qui est recensé, a-t-il ajouté.

Rappelant que des tabous subsistent encore s'agissant des déclarations, particulièrement dans les zones rurales ou reculées.

Revenant sur le fond de l'article sur la protection de l'enfance prévu par la loi fondamentale, M. Khiati a apprécié sa rédaction le trouvant «perspicace», puisque cette responsabilité à l'égard de l'enfant doit être assumée et par la famille, la société et l'Etat par ses institutions. Ceci en rajoutant, que suite à la promulgation de la nouvelle Constitution, c'est l'ensemble du dispositif législatif qui devra être revu pour «une remise

à niveau» afin de l'adapter davantage aux besoins de la société.

Tabac, alcool et drogue devront également être «assimilés» à des violences contre l'enfance puisque leur consommation a atteint des proportions alarmantes même au sein des écoles primaires et collèges, a-t-il confirmé. Ceci en s'appuyant sur ses récentes statistiques en la matière révélant que 14% des collégiens ont consommé au moins une fois des produits stupéfiants. Toutefois, ce chiffre devra être relativisé puisque ce n'est, évidemment, pas l'ensemble des concernés qui se sont «déclarés».

Par ailleurs, le président de la Forem a tenté d'expliquer le pourquoi du comment de la société qui

sombre sensiblement dans les violences aujourd'hui. Car, selon lui, les années 90 ne justifient pas tout. Il y a lieu de prendre en ligne de compte d'autres facteurs. L'injustice sociale liée à l'emploi et au logement, l'exode rural et l'éclatement de la famille qui s'en est suivi, puis la constitution de cités anonymes où l'autre est rejeté. Un tout qui a conduit à «une société anonyme» selon ses observations.

Néanmoins, restant relativement optimiste, M. Khiati a indiqué que «ce n'est jamais trop tard pour agir» si chacun y met du sien. Signifiant paradoxalement que ce fléau, rassemblant toutes les formes de violence, s'amplifie.

N. B.